

## Fiche des constatations effectuées lors d'une visite d'inspection

## DREAL Bourgogne

<b>Unité Territoriale de Saône-et-Loire</b>	<b>Subdivision de Mâcon</b>
<p><b>Noms des inspecteurs :</b> Nicolas GUERIN Jean-Pierre MOUREAU en qualité d'accompagnateur.</p> <p><b>Date de la lettre d'annonce de l'inspection :</b> 20/11/2014      <b>Date de l'inspection :</b> 16/12/2014</p> <p><b>Type d'inspection :</b>              <input checked="" type="checkbox"/> approfondie      ou      <input type="checkbox"/> courante      ou      <input type="checkbox"/> rapide  <input type="checkbox"/> inopinée      ou      <input checked="" type="checkbox"/> non inopinée  <input checked="" type="checkbox"/> planifiée      ou      <input type="checkbox"/> circonstancielle       </p> <p><b>Motif de la planification :</b> Dossier de demande d'autorisation d'exploiter et plan pluriannuel de l'inspection</p>	
<p><b>Société :</b> ECKES GRANINI FRANCE</p> <p><b>Commune :</b> MACON 71</p> <p><b>Activité :</b> Fabrication et conditionnement de jus de fruits.</p>	<p><b>Régime :</b> Autorisation</p> <p><b>Priorité :</b> Autres</p>
<p><b>Liste des installations inspectées :</b> ensemble du site sauf partie centrale comprenant un hangar accolé aux chambres froides avec TAR et d'un deuxième hangar central (non définie).</p> <p><b>Thèmes :</b> situation administrative du site, plan des réseaux, résultats des autos surveillances et équipements sous pression.</p> <p><b>Référentiels de l'inspection :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Arrêté préfectoral d'autorisation du 12 avril 2000,</li> <li>Arrêté complémentaire du 11 octobre 2007,</li> <li>Arrêté complémentaire du 13 août 2008 ,</li> <li>Arrêté ministériel du 15 mars 2000 (ESP).</li> <li>Arrêté ministériel du 23 décembre 2008 (entrepôt).</li> <li>Arrêté ministériel du 04 octobre 2010 (risques accidentels).</li> </ul>	
<p><b>Liste des noms et qualités des personnes rencontrées sur le site lors de l'inspection :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Monsieur Jérôme MORNET responsable qualité et développement durable.</li> <li>Monsieur Hubert MELOT responsable fluides et développement durable.</li> <li>Madame Emilie PICARD responsable qualité et coordinatrice environnement.</li> <li>Monsieur Antony VELOSO responsable laboratoire</li> <li>Madame Ophélie DARGAUD pour le labo et le suivi des contrôles périodiques (rejets aqueux).</li> </ul>	
<p><b>Principales constatations effectuées, principaux constats d'écarts par rapport au référentiel d'inspection :</b></p> <p>Le site est propre et bien entretenu. Toutefois, plusieurs observations et non-conformités ont été relevées :</p> <p><b>&gt; <u>Risque foudre(arrêté ministériel du 04 octobre 2010) :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Depuis la dernière inspection (2012): l'analyse du risque foudre (ARF) a été réalisée ainsi que l'étude technique fixant les mesures de prévention et les dispositifs de protections à mettre en place.</li> <li>Cependant les équipements prévus ne sont pas complètement installés (<b>non-conformité</b>).</li> </ul> <p><b>&gt; <u>Equipements sous pression (arrêté ministériel du 15 mars 2000) :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Il n'y a pas d'existence de liste exhaustive des Équipements sous pression, avec notamment la mise en place d'un suivi des contrôles d'entretien (<b>non-conformité</b>) .</li> </ul> <p><b>&gt; <u>Rejets atmosphériques des chaudières:</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Dernier contrôle 10/12/2012; absence de non conformité.</li> <li>Toutefois, le contrôle de débit/vitesse n'est pas réalisé en raison d'une impossibilité technique (<b>non conformité</b>).</li> </ul>	

**> Rejets aqueux :**

- les résultats des contrôles effectués sur les rejets destinés à la station d'épuration communale sont rentrés dans la base de données GIDAF. Il n'y a pas de non conformité relevée pour 2014. Il subsiste cependant des écarts entre le labo interne et les contrôles APAVE.
- Les contrôles de légionellose sont effectués et n'apportent pas de remarques particulières, ils pourront maintenant être intégrés sous GIDAF.
- Pour les eaux d'extinction d'incendie, un projet de confinement est à l'étude. Ces caractéristiques sont présentées et demandent à être confirmées. Un calendrier de mise en œuvre sera précisé pour 2015. De plus l'étanchéité des réseaux utilisés sera à justifier.
- Le plan des réseaux humides n'est pas à jour ; il comporte des manques (positionnement de tuyaux, sens d'écoulement, diamètre de tuyau...) (**non-conformité**).

**> Les dispositifs de rétention et stockage de produits divers:**

- Les fûts de produits ayant un impact sur l'environnement, utilisés dans le process de fabrication ne sont tous positionnés sur rétention.
- Dans la zone de stockage : les rétentions ne sont pas toutes en rapport avec le volume de stockage (**non conformité**).
- Le plan des stockages extérieurs n'est pas réalisé et la matérialisation au sol de ces aires non plus.

**> Situation acoustique :**

- les niveaux sonores issus du dernier contrôle effectué conformément aux points positionnés en limite de propriété ne laissent pas apparaître de dépassement.

**> Risques incendie:**

- Détection incendie :  
Pas de détection incendie dans la zone de stockage (**non conformité** à l'article 4.2 de l'arrêté du 23 décembre 2008).
- Portes coupe feu (5U) entre zone de conditionnement et ligne verre :  
La possibilité du fonctionnement « en mode manuel » des différentes portes n'a pas été établie.
- Mur coupe feu entre le stockage et la ligne verre :  
Les caractéristiques de la stabilité du mur coupe feu et de la liaison avec la toiture (protection de la structure) n'ont pas pu être présentés.
- Exutoires de fumées dans la zone de stockage :  
La présence d'une surface minimale d'exutoires de 2 % de la surface de stockage n'a pu être justifiée.

**Liste des documents établis suite à la visite :**

- Lettre à l'exploitant ;
- Rapport d'inspection (fiche des constatations de visite).

**Suites envisagées :**

Observations à traiter par courrier.

**Le Rédacteur**  
À Mâcon, le **6 janvier 2015**

L'inspecteur de l'environnement,

**Signé**

Nicolas GUERIN

**Le vérificateur et approbateur**  
À Mâcon, le **6 janvier 2015**

Pour la directrice et par délégation,  
Le responsable de l'unité territoriale de Saône-et-Loire,

**Signé**

Patrice CHEMIN